

Compte-rendu du Comité ONG du 27 février 2024

22 NOUVEAUX PROJETS D'ONG FINANCES PAR L'AFD

L'AFD accorde plus de 33 millions d'euros de subventions aux organisations de la société civile

Le Comité ONG de l'AFD du 27 février 2024 a validé l'attribution de plus de 33 millions d'euros de subventions (33 822 500€) à 22 OSC pour la mise en œuvre de 22 nouveaux projets dont le budget global s'élève à plus de 51 millions d'euros (51 408 261€).

A noter l'octroi d'un des premiers projets cofinancés par le dispositif Initiatives OSC entièrement consacré à l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) au sud. Porté par l'OSC béninoise CAEB, ce projet va contribuer à la promotion de l'éducation au développement durable et à la citoyenneté mondiale chez les écoliers et chez les jeunes dans le département de l'Ouémé. Il permettra d'alimenter les réflexions et de nourrir le dialogue sur les spécificités des approches menées au Sud, en écho à la thématique prioritaire fixée par le groupe ECSI pour l'année 2024 (« l'ECSI au Sud »).

PROJETS DE TERRAIN

Conseil des Actions Educatives au Bénin (CAEB) Éduquer pour un Monde Durable et Citoyen

A l'instar de plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, le Bénin fait face depuis quelques années à une expansion de l'extrémisme violent caractérisée par des attaques terroristes qui créent d'énormes dégâts aussi bien au niveau des populations civiles que des forces armées. À cela s'ajoute l'épineux problème de changement climatique face auquel, si rien n'est fait, le bilan de la réalisation des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 sera très loin des attentes. C'est au regard de ces situations que le CAEB initie la présente action pour apporter une solution innovante axée sur l'implication et la participation des enfants, des adolescents et des jeunes pour un monde plus juste et plus équitable. Pour ce faire, il est prévu l'animation d'ateliers éducatifs aux heures extrascolaires au profit des enfants des classes de CE et CM des écoles ciblées et d'espaces communautaires d'Éducation au Développement Durable (EDD) et à la Citoyenneté Mondiale (CM) au profit des jeunes. Grâce aux différentes activités, les bénéficiaires s'approprient les grands enjeux du développement durable et de la Citoyenneté Mondiale. Ils seront par la suite accompagnés dans des initiatives qui feront d'eux au sein de leur communauté et ailleurs, des acteurs et des vecteurs de transformation de leur société. Pour atteindre les résultats escomptés, le CAEB mettra en avant ses compétences antérieures dans l'animation d'ateliers éducatifs au profit des enfants et dans les activités de changement de comportement avec les jeunes et les femmes.

Le budget total de ce projet est de 555 525 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 500 000 euros soit 90% du montant total du projet.

NITIDAE

Appuyer la société civile pour la Promotion de la Biodiversité et du développement local en périphérie du Parc National de la Comoé en Côte d'Ivoire

Afin de préserver les espaces périphériques du Parc National de la Comoé (CIV), le projet interviendra auprès des OSC locales et des communautés riveraines afin de renforcer la cohésion sociale, le développement local et la gestion durable des ressources naturelles. Les thématiques abordées seront multiples : amélioration de la gouvernance communautaire (notamment foncière), mesures de mitigation environnementales, réduction des conflits agriculteurs-éleveurs, et promotion d'activités génératrices de revenus (surtout agricoles). Chaque composante sera réalisée grâce à la promotion du dialogue entre les parties prenantes, selon une approche adaptée aux enjeux et aux potentiels leviers pour chaque action. Les objectifs seront d'atteindre une augmentation des revenus des ménages, en particulier des femmes et des jeunes, acteurs centraux du monde agricole et pastoral, ainsi que le renforcement des OSC grâce à des innovations dans leurs modes opératoires, la définition de stratégies d'intervention efficaces, une légitimation de leurs activités auprès des populations et l'apaisement des tensions et la réduction de l'insécurité. Ce sont près de 1000 personnes directement ciblées par le projet.

Le budget total de ce projet est de 1 899 000 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 1 500 000 euros soit 79% du montant total du projet.

Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH)

Renforcer l'intervention du réseau FIDH pour accroître le pouvoir d'agir des DDH et des OSC locales de protection

Dans un contexte de rétrécissement de l'espace de la société civile, les défenseur.es des droits humains (DDH) et les organisations de la société civile de défense des droits humains sont des acteurs clés de changement, de la démocratie et des droits fondamentaux. La première phase (4 ans) de la CPP va permettre au réseau FIDH de décliner sa Stratégie 2030 sur les plans stratégique, opérationnel et organisationnel, à savoir : poursuivre et initier des formes de soutien agile aux besoins des DDH et OSC membres du réseau FIDH afin que ces dernières puissent poursuivre leurs combats ; amplifier les capacités de prospective, d'apprentissage, d'expertise et la visibilité et l'influence des DDH et des OSC membres en faveur de la protection des DDH et des droits humains ; renforcer les capacités opérationnelles de la FIDH (y compris sur le plan numérique), consolider l'animation stratégique et démocratique entre et avec les organisations membres et pérenniser son développement organisationnel.

Le volet relatif à la protection des DDH sera conduit dans 20 pays, en partenariat avec 22 organisations membres et partenaires. Les autres activités du programme concerneront l'ensemble du réseau FIDH, soit 116 pays. Le programme permettra de protéger 1300 défenseurs des droits. Il bénéficiera également à une soixantaine de représentants des autorités, 150 experts dans le domaine de droits humains, et plus largement aux 90 employés et 188 OSC membres de la FIDH.

Le budget total de ce projet est de 10 408 000 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 4 ans est de 8 300 000 euros soit 60% du montant total du projet.

Organisation guinéenne de défense des droits de l'homme et du citoyen (OGDH) Soutenir le Centre des Survivantes de violences sexuelles de Maferinya en Guinée

Le projet a pour finalité de soutenir le centre de survivantes de violences sexuelles de Maferinya en Guinée. Ce projet prend la suite de la phase de construction du centre (2019-2023) et se structure autour de quatre objectifs : le soutien au fonctionnement et à l'offre du centre, l'extension de la prise en charge à d'autres victimes de violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) que les survivantes des événements du 28 septembre 2009 au stade de Conakry, la pérennisation du centre, le développement de sa fonction préventive via notamment la création d'un espace dédié à la mémoire des victimes.

OGDH, OSC locale guinéenne, porte le projet en partenariat avec une autre OSC locale guinéenne, l'AVIPA (Association des victimes Parents et Amis du 28 septembre 2009). Le projet permettra de soutenir 6500 femmes exposées aux VSBG, de renforcer les capacités d'une cinquantaine d'agents (médicaux et judiciaires) sur leur prise en charge, et de sensibiliser plusieurs milliers de personnes sur le sujet, y compris les autorités administratives et judiciaires.

Le budget total de ce projet est de 555 555 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 500 000 euros soit 90% du montant total du projet.

Agir Ensemble pour les droits humains Lutter contre la violence à Buenaventura, Colombie (Phase 3)

Le projet vise à accompagner les enfants, jeunes et femmes pour renforcer leur développement personnel et leur mobilisation pour la non-violence et contribuer à la construction de la paix à Buenaventura. Il permettra également de rendre visible la situation des droits des enfants, des jeunes et des femmes en Colombie et de réaliser des actions de plaidoyer national et international.

Le budget total de ce projet est de 637 709 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 500 000 euros soit 78% du montant total du projet.

Acting for Life Développer la filière agropastorale et la gouvernance communale des territoires au Sénégal et en Guinée

Le projet vise à la fois l'appui à la santé animale (intrants, soins), la mise en place d'aménagements facilitant la transhumance (points d'eau, piste de bétail) et un appui aux structures marchandes (quais, marchés) gérés par les collectivités. L'objectif est d'augmenter la qualité et quantité d'animaux arrivant sur les marchés, améliorant ainsi les revenus des éleveurs, mais aussi de développer des recettes fiscales pour les collectivités. Le projet va enfin permettre une gouvernance concertée entre les organisations d'agropasteurs et les collectivités (relais de veille communautaire, outils de collecte des données en ligne et partenariats public-privé). Cette approche portée par les acteurs locaux, déjà mise en place dans d'autres géographies par Acting for Life, permettra d'inscrire durablement la filière bétail dans le paysage socio-économique des territoires ciblés en Guinée et au Sénégal, et de prévenir les tensions liées à la transhumance.

Le budget total de ce projet est de 2 125 000 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 1 700 000 euros soit 80% du montant total du projet.

Initiative Développement (ID)

Contribuer à des sociétés civiles locales structurées et positionnées en acteur de développement de leur territoire (Programme DIARO Phase 3)

Le projet vise poursuivre les actions entreprises depuis 6 ans et de passer à l'échelle les méthodologies de Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI) et les Approches Orientées Changement (AOC), permettant la qualité de l'accompagnement des organisations locales (organisations communautaires, OSC) afin de favoriser leur autonomie et leur émergence. Dans ce projet, le but est de développer une démarche d'Action-Recherche en partenariat avec Inter-Mondes Belgique, et de produire des capitalisations, modélisations et analyses conceptuelles en lien avec un travail universitaire. En complément, la stratégie d'intervention d'ID sera enrichie des apports et de la posture d'accompagnement puis déclinée dans son organisation et dans les pays. Le transfert aux équipes s'accélérera grâce une démarche de formation large et à la poursuite de la mise en place de ressources humaines dédiées. Enfin, l'essaimage externe se poursuivra grâce à une première expérimentation de l'AOC appliquée à la Mobilisation Sociale en France et à de nouvelles prestations de service.

Le budget total de ce projet est de 833 836 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 500 000 euros soit 60% du montant total du projet.

Entrepreneurs du Monde

Développer la microfinance sociale au Vietnam

Entrepreneurs du Monde a lancé en 2007 le programme de microfinance sociale *Anh Chi Em* (ACE) dans la province de Dien Bien. ACE a démontré sa capacité à autonomiser les micro-entrepreneurs vulnérables dans les zones reculées en leur fournissant des services financiers responsables et durables et des services de renforcement des compétences. Cependant, les femmes des minorités ethniques sont confrontées à d'importantes difficultés socio-économiques qui se sont aggravées ces dernières années. Le projet d'ACE a pour objectif de diminuer la précarité et renforcer l'autonomie socio-économique de 4 000 femmes des minorités ethniques par le développement d'opportunités économiques durables dans les secteurs de l'artisanat traditionnel et de l'agriculture, l'accompagnement social, l'encouragement à l'adoption de pratiques respectueuses de l'environnement, en particulier dans la gestion communautaire des déchets et l'accès à de nouveaux services numériques.

Le budget total de ce projet est de 527 438 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 342 500 euros soit 65% du montant total du projet.

FERT

Accompagner la transformation des exploitations agricoles familiales et l'organisation des agricultrices et agriculteurs au sein des territoires et des filières – TransAgri - Côte d'Ivoire, Kenya, Madagascar, Malawi

En Afrique subsaharienne, l'agriculture est faiblement productive et ne suffit pas à nourrir une population croissante. La sécurité alimentaire est menacée par plusieurs facteurs : baisse de fertilité des sols, changement climatique, vulnérabilité de l'agriculture face aux marchés, etc.

Dans ce contexte, les organisations de producteurs (OP) jouent un rôle important pour trouver des solutions communes à leurs problèmes et défendre les intérêts de leurs membres. Le programme TransAgri vise à soutenir le développement d'une agriculture familiale plus efficiente, inclusive, durable et respectueuse de l'environnement ; qui permette aux agriculteurs et agricultrices de se nourrir et subvenir à leurs besoins tout au long de l'année et de contribuer à l'alimentation de leur pays. Avec une attention particulière portée sur les femmes et les jeunes, TransAgri soutiendra 47 Organisations de producteurs (OP) nationales et régionales et 3 243 OP départementales et locales dans l'amélioration des performances technico-économiques des exploitations familiales ; une meilleure valorisation des produits dans leur alimentation et sur les marchés, et le renforcement des agriculteurs dans leurs capacités à s'organiser, à financer et à piloter durablement les services dont ils ont besoin.

Le budget total de ce projet est de 7 664 600 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 5 800 000 euros soit 76 % du montant total du projet.

Fondation énergies pour le monde

Développer le maraîchage avec les énergies renouvelables – Sénégal

Le projet vise à stimuler le développement de la filière maraîchère dans la commune de Nyassia en Casamance. Il s'agit d'améliorer les conditions de vie et les revenus de 700 agricultrices, regroupées en 28 groupements de production féminins, qui pratiquent le maraîchage. L'approche consiste à s'adapter au changement climatique en renforçant la gouvernance locale pour une gestion durable des ressources en eau et en électricité.

Le budget total de ce projet est de 900 000 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 680 000 euros soit 76% du montant total du projet.

Futur au Présent International

Agir pour les droits des personnes détenues– Sénégal

Le projet accompagne le système judiciaire et pénitentiaire sénégalais afin de permettre un meilleur respect des droits des personnes détenues et le désengorgement des prisons. . Le projet entend agir simultanément sur trois volets : l'accompagnement social et la réinsertion des personnes détenues ; la formation initiale et continue du personnel pénitentiaire aux droits des personnes détenues ; la sensibilisation des magistrats à un plus grand recours aux peines alternatives à l'incarcération. Au-delà de l'amélioration de situations individuelles, le projet aspire à promouvoir des changements structurels durables du système judiciaire et pénitentiaire sénégalais.

Le budget total de ce projet est de 574 500 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 450 000 euros soit 78% du montant total du projet.

Village Pilote

Renforcer la résilience et l'autonomisation des enfants et des jeunes majeur-e-s vulnérables par l'insertion sociale et professionnelle au Sénégal

Au Sénégal, le phénomène des enfants en rupture dans les rues lié à des situations d'exploitation ou de maltraitance est un véritable fléau. Le projet a plusieurs objectifs : identifier rapidement les enfants en danger dans les rues et dans les prisons dans la région de Dakar pour les orienter vers un lieu sécurisé et bienveillant ; accompagner les enfants et les jeunes majeur-e-s ayant subi des traumatismes vers une forme de résilience par un suivi psychosocial, médical et éducatif ; veiller à une réinsertion dans un milieu scolaire ou professionnel, accompagnée d'une médiation avec le milieu familial d'origine ; prévenir et endiguer les facteurs de rupture par une éducation citoyenne et solidaire de tous les acteurs concernés par cette problématique d'enfants en danger.

Le budget total de ce projet est de 1 255 524 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 500 000 euros soit 40% du montant total du projet.

Médecins du Monde – MdM

Garantir des services de santé primaire et communautaire adaptés aux adolescents et aux jeunes, prenant en compte la dimension de genre et intégrant la santé mentale et le soutien psychosocial dans les Territoires palestiniens occupés (TPO)

Ce projet vise à répondre au problème de l'accès limité des adolescents et des jeunes palestiniens à des services de soins de santé appropriés en matière de droit à la santé sexuelle et reproductive (DSSR) ainsi que de soutien psycho-social et de santé mentale (SMSPS). Pour y répondre, le projet vise à améliorer les services de soins de santé primaires pour les adapter aux jeunes et aux adolescents en travaillant sur les services fournis par le ministère de la Santé d'une part, et ceux fournis par les acteurs associatifs locaux d'autre part. Ces partenaires (deux associations palestiniennes) seront accompagnées par MdM pour renforcer leurs capacités à fournir des soins de DSSR et de SMSPS adaptés. Les principales activités du projet incluent l'évaluation des besoins en matière de DSSR et de SMSPS des adolescents et des jeunes, la formation du personnel de santé primaire, la fourniture d'intrants et l'organisation de campagnes de sensibilisation communautaires. Une attention particulière sera portée aux adolescents et aux jeunes qui vivent dans des communautés vulnérables et isolées.

Le budget total de ce projet est de 1 700 000 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 1 350 000 euros soit 79% du montant total du projet.

Fondation Pierre Fabre

Développer des soins essentiels de qualité pour les populations démunies au Liban – Phase 2

Cette seconde phase vise à poursuivre le renforcement du réseau de 11 centres de santé primaire géré par l'association libanaise des Chevaliers de l'Ordre de Malte (ALCM), partenaire de la Fondation Pierre Fabre. Le projet vise ainsi à soutenir la prise en charge des malades chroniques par une approche hybride mixant consultations en ambulatoire et télé-expertise et à améliorer la pertinence des prescriptions. Il poursuivra le travail de renforcement des procédures de l'ALCM pour conformer les centres de santé aux exigences de la démarche qualité, tout en travaillant sur leur soutenabilité financière et en développant l'efficacité des services rendus par les centres. Les campagnes de dépistages seront poursuivies pour une prise en charge précoce des pathologies. Enfin de nouveaux travaux de recherche épidémiologiques seront conduits afin de favoriser l'aide à la décision

du ministère libanais de la santé qui sera ainsi mieux informé sur l'état de santé de la population.

Le budget total de ce projet est de 3 834 000 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 2 800 000 euros soit 73% du montant total du projet.

AuditionSolidarité.Org

Développer l'inclusion d'enfants sourds et malentendants défavorisés à travers l'accès au son et au langage oral en République dominicaine _ Phase 2

Ce projet s'inscrit dans la continuité du travail effectué avec Oir Para vivre depuis 2019 ayant pour objectif de sortir de l'exclusion les enfants sourds et malentendants vivant dans la précarité en République dominicaine en les appareillant et en leur offrant un accompagnement adapté visant leur autonomie au sein de la société. Le but de cette deuxième phase est d'étendre le projet à d'autres écoles, de renforcer la position et les compétences du partenaire local qui les accompagne au quotidien et de développer la collaboration initiée avec les institutions éducatives locales afin d'intégrer de manière pérenne l'apprentissage du langage oral dans le cursus scolaire des enfants sourds et malentendants appareillés et permettre ainsi d'élaborer un environnement capacitant pour tous.

Le budget total de ce projet est de 567 761 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 400 000 euros soit 70% du montant total du projet.

PROJETS D'INTERET GENERAL

OXFAM France

Organiser des campagnes de sensibilisation et de mobilisation citoyenne pour la mise en place de politiques publiques féministes ambitieuses

Malgré des avancées significatives ces dernières décennies, les inégalités de genre persistent partout dans le monde. Selon les Nations Unies, il faudra attendre encore 300 ans avant de connaître un monde égalitaire et l'atteinte de l'ODD5 a pris énormément de retard, parlant d'un objectif « de plus en plus lointain ». Pire, la pandémie du Covid19 a aggravé les inégalités de genre et la montée en puissance des mouvements anti-genre laisse craindre de véritables retours en arrière (« backlash »). Oxfam France, en tant qu'ONG féministe de campagne et de mobilisation citoyenne souhaite développer une campagne pour sensibiliser et mobiliser l'opinion publique et les décideur-euse-s français-e-s sur la persistance des inégalités de genre dans le monde et l'urgence d'agir pour accélérer les efforts d'ici l'échéance des objectifs de développement durable en 2030. Grâce à des temps forts de campagne, notamment en 2025, des outils de communication et une mobilisation de citoyen-ne-s, l'opinion publique sera sensibilisée, l'audience déjà proche et convaincue de ces enjeux mobilisée et les décideur-euse-s français-e-s davantage engagé-es.

Le budget total de ce projet est de 650 000 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 500 000 euros soit 77% du montant total du projet.

Secours populaire français

Faire de L'ECSI, un levier d'émancipation pour les personnes en situation de pauvreté ou de précarité – Phase 2 – France

Cette seconde phase à sensibiliser à la citoyenneté et à la solidarité internationale des personnes en situation de pauvreté ou de précarité, public peu destinataire d'actions d'ECSI. Dans une démarche d'éducation populaire, le Secours populaire français développera également des actions leur permettant de s'engager bénévolement. Prendre part à des initiatives solidaires, mettre à profit leurs connaissances, leurs compétences etc. sont autant de leviers essentiels à l'émancipation de ce public éloigné. Cette nouvelle phase sera mise en œuvre dans 20 départements français (dont 11 nouveaux) et touchera 80 000 personnes en situation de pauvreté et de précarité. A l'issue des 3 ans du projet, 64 000 personnes auront été sensibilisées et 3 200 personnes se seront engagées bénévolement.

Le budget total de ce projet est de 1 339 864 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 600 000 euros soit 45% du montant total du projet.

Le Partenariat – Centre Gaia Etre uni.e.s vers l'ECSI

Le programme "Uni.e.s vers l'ECSI" vise à contribuer à l'élaboration d'une société solidaire et durable en promouvant le vivre ensemble et en favorisant des comportements respectueux envers autrui et l'environnement, à travers les objectifs suivants : sensibiliser aux enjeux de citoyenneté, de solidarité internationale et de développement durable ; coopérer en faveur de la solidarité internationale, du développement durable et de la lutte contre les changements climatiques ; et renforcer le rayonnement et l'impact du programme Uni.e.s vers l'ECSI. Pour atteindre ces objectifs, des actions éducatives et de sensibilisation sur les thèmes de la citoyenneté, de la solidarité internationale et du développement durable seront mises en place. Des partenariats seront développés avec des organisations locales et internationales pour promouvoir la coopération en faveur de ces causes. De plus, le projet vise à accroître la visibilité de l'ECSI, des activités du projet et de ses résultats, à travers une communication efficace pour toucher un public plus large et ainsi renforcer son rayonnement. En rassemblant les individus autour de valeurs communes, le projet aspire à créer un changement positif durable dans la société.

Le budget total de ce projet est de 1 826 700 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 1 100 000 euros soit 60% du montant total du projet.

Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Education Populaire - FONJEP Soutenir le dispositif des postes Fonjep-ECSI 2024-2026

Le dispositif « postes Fonjep-ECSI » a pour objectif, dans le cadre général de l'activité du FONJEP, de soutenir, de façon ciblée et coordonnée, un ensemble de postes dédiés à des projets de sensibilisation et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Il s'agit de soutenir l'ECSI et son ancrage dans les territoires français en permettant à des structures associatives d'accueillir et d'informer les différents publics, de contribuer à l'animation de réseaux d'acteurs, de valoriser, capitaliser et renforcer leurs savoir-faire et expériences. Le dispositif « postes Fonjep-ECSI » pour 2024- 2026 consiste à subventionner pendant 3 ans, 88

postes dans des OSC, consacrés à des activités d'ECSI, et ce à hauteur de 10 000 euros par an et par poste. La sélection des OSC bénéficiaires de ces postes se fait par appel à candidatures. Le FONJEP reçoit la subvention globale de l'AFD et reverse trimestriellement aux associations sélectionnées la part leur revenant.

Le budget total de ce projet est de 9 514 836 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 3 000 000, soit 32% du montant total du projet.

CartONG

Renforcer la gestion des données programme des OSC

La connaissance et l'utilisation par le milieu associatif français des technologies de gestion des données numérique demeurent lacunaires, pour de multiples raisons : manque de formation, faible culture du numérique, manque de moyens financiers, difficulté à choisir les bons outils et à élaborer une véritable stratégie numérique. Le projet porté par l'association CartONG a pour objectif de sensibiliser et de renforcer les OSC françaises dans leurs pratiques et leurs outils de gestion des données programme. Pour ce faire, le projet offre : des diagnostics opérationnels, du renforcement de capacités, des ressources partagées et des outils opérationnels, de l'accompagnement managérial et stratégique, de la diffusion d'information. Elaboré avec un consortium de 12 OSC partenaires, il a vocation à produire et à diffuser des formations, des solutions, des outils techniques pour l'ensemble des acteurs du milieu associatif de la solidarité internationale.

Le budget total de ce projet est de 500 000 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 400 000 euros soit 80 % du montant total du projet.

FORIM – Forum des Organisations de solidarité internationale Issues des Migrations

Appuyer les initiatives des diasporas

Ce projet est la poursuite du programme de structuration du milieu associatif porté par le FORIM, plateforme qui réunit et représente les associations de diasporas présentes en France. Alors que l'enjeu des migrations se trouve au cœur de l'agenda politique et des débats publics, ce programme a pour objectif de soutenir et de renforcer le tissu associatif représentant les migrants. Il se déploie à travers toute une série d'activités : renforcement de capacité des organisations, animation du réseau (en France et dans les pays d'origine) diffusion-capitalisation des connaissances et des expériences, communication et sensibilisation sur les enjeux et les réalités migratoires, plaidoyer. Les principaux bénéficiaires du projet seront les structures membres du FORIM (40 fédérations de diasporas et près de 1 000 organisations de base).

Le budget total de ce projet est de 1 595 926 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 1 200 000 euros soit 75% du montant total du projet.

Inter Réseaux Développement Rural

Développer des partenariats pour le renforcement des compétences en gestion des connaissances des acteurs et actrices du développement rural durable en en Afrique

Inter Réseaux (IR) a construit sa légitimité par la qualité de ses publications, l'utilité de son travail de veille et sa valeur ajoutée dans la mise en relation d'acteurs. IR jouit d'une large audience dans le milieu du développement rural et particulièrement en Afrique. Son site internet est une « bibliothèque » numérique sans véritable équivalent, qui référence plus de 14 000 ressources en accès libre. Le projet proposé va permettre d'augmenter l'audience d'IR (au moins 400 000 visites du site et 30 000 abonnés) mais surtout d'améliorer encore son rôle de plateforme de référence sur le développement rural. A travers son travail avec ses 52 membres (3000 salariés au total) et ses partenaires, IR demeure un outil de concertation et de réflexion unique pour documenter et promouvoir des solutions qui contribuent à la transition agro écologique. Le focus de ce projet sur la « gestion des connaissances » sera à même de favoriser les processus de capitalisation, d'apprentissage et donc au final d'améliorer la qualité des interventions des acteurs du développement rural sur le terrain.

Le budget total de ce projet est de 1 944 042 euros. La subvention accordée par l'AFD sur 3 ans est de 1 200 000 euros soit 62% du montant total du projet.